

Hun Sen

Il tue la démocratie au nom de la «paix»

Protégé de Pékin, l'homme fort du Cambodge a remporté une écrasante victoire aux élections, après s'être débarrassé de ses principaux opposants.

FRÉDÉRIC ROHART

S'il suffisait pour un État de cocher la case «élections» pour se prétendre démocratique, le Cambodge de Hun Sen le pourrait. Le Premier ministre ne s'en prive d'ailleurs pas, lui qui clame une écrasante victoire sur ses opposants lors du scrutin législatif de dimanche dernier. Écraser l'opposition, c'est bien ce qu'il a fait, mais avant la convocation aux urnes, qui a vu sa formation, le Parti du peuple cambodgien (PPC), rafler la totalité des 125 sièges de la chambre des représentants.

Hun Sen avait tout mis en place pour construire un régime de parti unique. Il a fait dissoudre le principal parti d'opposition, forcé son fondateur à l'exil, fait arrêter le successeur de ce dernier, fait museler les médias, casser les manifestations de masse contre son gouvernement... Tout cela en martelant depuis trente ans qu'il est aux commandes que son départ serait le retour de la guerre. La crainte de la guerre, si fraîche dans les esprits, est sans doute un des arguments qui consolident l'incontestable popularité de l'homme fort. Comme

le sont ses succès économiques et, pour certains, sa proximité – qui frôle le rapport de vassalité – avec la Chine.

Celle-ci le lui rend d'ailleurs bien. En pleine campagne électorale, Pékin a annoncé un prêt pour la construction d'un ring à Phnom Pehn. Ça ne pouvait pas tomber mieux. La Chine a investi 4,5 milliards d'euros au cours des cinq dernières années dans le pays. Cette semaine, le grand voisin a adressé ses «sincères félicitations» au Parti du peuple cambodgien (PPC) pour sa victoire. Et dans un communiqué, le conseiller d'État chinois Wang Yi, le plus haut gradé de la diplomatie, a assuré le soutien de Pékin au régime: «La Chine a toujours résolument soutenu les efforts du Cambodge (...) et s'oppose à toute ingérence de pays étrangers dans les affaires intérieures cambodgiennes.»

L'ingérence est un grand mot, mais les principales puissances occidentales ont condamné ces élections. La Commission européenne a déploré des résultats qui «manquent de crédibilité» en raison notamment de «l'absence de véritable concurrence électorale et l'absence d'un processus politique inclusif». Pour Washington, il s'agit du «revers le plus cinglant au système démocratique défini par la Constitution cambodgienne». Et les deux menacent le pays de sanctions économiques.

La mort d'un parti

De telles sanctions ne seraient que la conséquence de l'attitude de Hun Sen et seraient potentiellement dévastatrices pour le pays, souligne Sam Rainsy, opposant historique: «Le Cambodge a besoin

des marchés occidentaux pour pouvoir écouler ses produits (...). La Chine n'achète rien au Cambodge, la Chine est un concurrent», a-t-il souligné lors d'une interview sur RFI.

En exil en France depuis une condamnation par contumace en 2010, il avait bénéficié d'une grâce royale. Son retour en héros avait permis à sa formation politique, le Parti du salut national du Cambodge (PSNC), de gagner 55 sièges au parlement. Un résultat historique mais insuffisant: Rainsy a dénoncé des fraudes, rejeté les résultats et mené un vaste mouvement de protestation. Au bout d'une guerre d'usure de près d'un an, Hun Sen a ordonné aux forces de l'ordre de mettre un terme aux manifestations. Rainsy, à nouveau condamné, reprenait la route de l'exil vers l'Hexagone. En septembre dernier, le nouveau leader du parti, Kem Sokha, était arrêté pour trahison, le parti était dissous deux mois plus tard, laissant au Parti du peuple cambodgien une autoroute sans obstacle vers le scrutin.

L'opposition avait appelé au boycott des législatives du 29 juillet. Hun Sen affirmait hier que l'opération a échoué: «Plus de 82% des Cambodgiens sont allés voter, cela montre qu'ils soutiennent le processus démocratique», assure-t-il. Avec naturellement aucun égard pour la représentation d'opinions diverses. Dans son discours, Hun Sen a encore affirmé que les partis d'opposition «méritent de mourir». Tout en se prévalant de la démocratie.



LE PROFIL

- Né en **1952** dans une famille paysanne, il est éduqué par les moines bouddhistes à Phnom Penh.
- Il rejoint très jeune le **Parti communiste**. Soldat, il perdra un œil au cours d'un affrontement armé.
- Il a 33 ans quand il devient **Premier ministre en 1985**.
- Il parvient à se maintenir au pouvoir notamment par un **coup d'Etat sanglant en 1997**.
- Après avoir démantelé l'opposition, il **remporte les législatives de 2018**.

Enveloppes

Lors de son discours de victoire, Hun Sen a distribué des enveloppes de 200 dollars aux ouvrières enceintes présentes et a promis cinq dollars à tous les travailleurs présents.

Dix ans de plus

En juin, Hun Sen s'est dit prêt à gouverner le pays pour dix années supplémentaires. Et plus si affinités? On note déjà que ses trois fils, qui occupent des positions éminentes dans

le parti, l'armée ou le gouvernement, sont idéalement placés pour prendre le relais...

Khmer rouge

Il a commandé un régiment khmer rouge sous le régime de Pol Pot, mais il récusé toute accusation de complicité avec les crimes du régime. Il passera ensuite au Vietnam dans l'armée rebelle.